

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2026 - 277

Portant délégation de signature à Madame Olivia GRIS, Directrice générale des Services

Le Maire de la Commune d'Écully ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-19, R. 2122-8 et R.2122-10 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2026-009 du 1^{er} avril 2026 portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal au Maire conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté municipal n° 2026-229 du 29 juillet 2026 portant nomination par voie de mutation de Madame Olivia GRIS, attaché principal titulaire ;

Vu l'arrêté n° 2026-230 du 29 juillet 2026 portant détachement de Madame Olivia GRIS, attaché principal, dans l'emploi de Directrice Générale des Services – Ville de 20 000 à 40 000 habitants ;

Vu l'organigramme des services municipaux ;

Considérant que le Maire peut sous sa surveillance et sa responsabilité donner délégation de signature au directeur général de services de la Ville ;

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, de donner à Madame Olivia GRIS, Directrice générale des Services, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, délégation de signature pour les actes et dans les domaines énumérés ci-dessous ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation consentie à Mme Olivia GRIS, Directrice générale des Services

Délégation de signature est donnée à Madame Olivia GRIS, Directrice générale des Services, à l'effet de signer, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, les actes suivants :

Au titre des Ressources humaines :

- Les autorisations d'absence du personnel,
- Les feuilles d'heures,
- Les ordres de mission,
- Les états de frais de déplacement,
- Les états d'astreinte,
- Les états d'heures supplémentaires,
- Les états de service pour inscription aux concours et examens professionnels,
- Les attestations d'employeurs, les attestations Pôle Emploi,
- Les courriers de convocation,
- Tous courriers pouvant intervenir dans le cadre d'un dossier disciplinaire à l'encontre d'un agent municipal,
- Les notes et injonctions adressées personnellement à un agent.

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20260921-AR_2026-277-AR
Date de réception préfecture : 21/09/2026

Au titre des Finances :

- La certification du service fait,
- La validation des bordereaux de mandat (dépenses) et des titres (recettes) qu'ils soient réels ou d'ordre,
- Les certificats administratifs :
 - o de correction d'erreurs matérielles,
 - o de régularisation de régie,
- Les courriers d'informations à caractère financier,
- Les bons de commande d'un montant inférieur à 5 000 euros.

Au titre de la Commande publique :

- Les bons de commande d'un montant inférieur à 5 000 euros,
- Les bons de commande émis dans le cadre d'accords-cadres,
- Les ordres de service,
- Les actes de sous-traitance.

Au titre de la défense de la Commune :

- Les plaintes déposées auprès de l'autorité de police judiciaire.

Au titre des assurances :

- Les déclarations de sinistre,
- Les correspondances avec les compagnies d'assurance relatives à la vie du contrat (mise à jour de la masse salariale, de la liste du parc bâtiminaire, de la flotte de véhicules...)

Ainsi que les notes de service relevant de l'administration générale.

Sont exclus de la présente délégation :

- Les actes réglementaires ;
- Les décisions individuelles à fort enjeu juridique (disciplinaires, licenciements, nominations) sauf instruction expresse du Maire ;
- Les marchés publics formalisés et actes engageant la collectivité au-delà des seuils définis ;
- Les engagements financiers supérieurs aux seuils fixés ;
- Toute décision stratégique ou politique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Olivia GRIS, la présente délégation est consentie, à titre temporaire, à Madame Violaine VAGANAY, Directrice générale adjointe.

Article 2 : Exécution

La Directrice générale des Services et la Responsable juridique et commande publique sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté lequel sera transmis au Préfet du Rhône et publié sur le site internet de la Ville : www.ecully.fr.

Certifié exécutoire le
Le Maire,

21 SEP. 2026



Sébastien MICHEL

Fait à Écully, le **21 SEP. 2026**
Le Maire,



Sébastien MICHEL

Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois suivant sa publication :

- soit d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune d'Écully,
- soit d'un recours juridictionnel devant le Tribunal administratif de Lyon, soit sur support papier (Palais des juridictions administratives - 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03), soit par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20260921-AR_2026-277-AR
Date de réception préfecture : 21/09/2026